

“ Le retour de la guerre en Europe ”

Rencontre organisée au siège des Républicains le 22 novembre 2022



avec
Bruno Tertrais
Directeur adjoint de la Fondation pour la Recherche Stratégique et conseiller géopolitique de l'Institut Montaigne



animée par
Annie Genevard
Députée du Doubs, présidente des Républicains



avec
Ronan Le Gleut
Sénateur représentant les Français établis hors de France

Fiche mémo



Chronologie

- 1991** : Après la chute de l'URSS, l'Ukraine devient indépendante et se rapproche de l'OTAN.
- 2013** : Début des manifestations d'Ukrainiens pro-européens sur la place Maïdan à Kiev, jusqu'à la destitution du président pro-russe Viktor Ianoukovitch début 2014.
- 2014** : La Russie annexe la Crimée. Début de la guerre civile dans le Donbass qui aboutit à l'auto-proclamation de deux républiques prorusses de Lougansk et de Donetsk.

- 2019** : Élection de Vladimir Zelensky à la présidence de l'Ukraine. Le nouveau président de l'Ukraine souhaite se rapprocher de l'UE et réclame l'adhésion de son pays à l'OTAN, contre la volonté de la Russie.
- 2022** : Dans la journée du 24 février, la Fédération de Russie envahit l'Ukraine et rompt de fait avec le reste de l'Europe qui soutient militairement l'Ukraine.

Conséquences : 200 000 morts. 9 millions de réfugiés ukrainiens.



Ukraine + Russie = 35% des exportations mondiales de blé.

90% des volumes exportés sont réalisés par les ports de la mer Noire minés lors du déclenchement du conflit.



Les sanctions imposées à la Russie provoquent un **choc sur les prix du pétrole, du gaz et de l'électricité.**

Tournant majeur pour la sécurité européenne, ce conflit marque le retour de la guerre inter-étatique classique sur l'espace européen.



L'attitude de la France

Pendant cette guerre, la France confirme sa **perte d'influence sur la scène internationale**. Malgré les opérations de communication d'Emmanuel Macron et ses tentatives de jouer un rôle de médiation la France n'est pas reconnue comme un interlocuteur par Vladimir Poutine, et ne joue pas un rôle moteur au sein de l'Union européenne.

La France doit adapter son armée à affronter des conflits qui s'installeraient en Europe dans la durée et pour cela augmenter ses stocks militaires, les moderniser et maintenir son arsenal de dissuasion nucléaire. Ce qui implique d'**augmenter la part de PIB à consacrer au budget de la défense**, qui est aujourd'hui de 2%.